



MENA-OECD INITIATIVE

المملكة المغربية
→



GOUVERNEMENT DU
ROYAUME DU MAROC

L'INITIATIVE MENA – OCDE

Conférence de presse

Mercredi 4 novembre 2009, Casablanca

L'INITIATIVE MENA-OCDE

Lancée en 2004 conjointement par les pays de la région MENA et l'OCDE, l'initiative pour la Gouvernance et l'Investissement à l'appui du développement repose sur deux piliers complémentaires :

- **Le renforcement et l'amélioration des structures et procédures gouvernementales à travers :**
 - l'amélioration de la gouvernance publique comme condition nécessaire pour une croissance économique durable à long terme,
 - la promotion d'un service public de qualité au service du citoyen et du monde des affaires,
 - le renforcement des capacités d'élaboration de politique stratégique notamment par la mise en place d'une lecture et d'instruments d'évaluation et d'analyse plus performants,
 - l'amélioration de la transparence, la responsabilité et l'intégrité dans le secteur public,
 - le renforcement de la présence des femmes dans le secteur public,
 - l'implication du citoyen dans l'élaboration des politiques,
 - la promotion de la bonne gouvernance en matière l'environnement et en particulier des ressources hydriques.

- **L'amélioration des politiques et conditions d'investissement dans la région à travers :**
 - le renforcement des capacités nationales à concevoir, à mettre en œuvre et à suivre les réformes de la politique de l'investissement,
 - la création d'une plateforme de dialogue entre les responsables de l'élaboration des politiques de l'investissement issus des pays de la région MENA et de l'OCDE
 - la création d'un environnement propice à la création d'emplois par le biais du développement du secteur financier en vue d'introduire une culture entrepreneuriale



- l'amélioration de la coopération entre les ministères et les agences gouvernementales
- le renforcement des retombées des initiatives en faveur du développement financées par les donateurs internationaux, régionaux et bilatéraux

Initialement mise en place pour une durée de trois ans (2005-2008), l'Initiative a été reconduite pour la période de 2008-2010.

L'Initiative MENA-OCDE s'appuie sur le modèle suivi par l'OCDE basé sur l'examen par les pairs.. Les experts des deux régions travaillent ainsi en étroite collaboration pour concevoir des solutions innovantes et adaptées au contexte spécifique de chaque économie de la région MENA.

Des groupes de travail constitués d'experts ont ainsi été mis en place pour résoudre les difficultés que traversent tous les pays de la région et répondre le mieux possible aux défis et préoccupations auxquels ils sont confrontés. Chaque groupe de travail est placé sous la responsabilité d'un pays MENA, aux côtés d'un co-Président représentant un pays de l'OCDE.

Au niveau opérationnel, le Programme pour la Bonne Gouvernance s'articule autour de six groupes de travail selon les thèmes suivants :

- Fonction publique et intégrité

Administration électronique, rationalisation de l'administration et réforme de la réglementation

- Gestion des ressources publiques
- Fourniture de services publics

Rôle de l'appareil judiciaire et application de la loi

- Société civile et médias

Pour sa part, le Programme pour l'Investissement est structuré autour des cinq groupes de travail suivants :

- Promouvoir des politiques d'investissement transparentes et ouvertes ;
- Encourager les organismes de promotion de l'investissement et les associations professionnelles à devenir des éléments moteurs de la réforme économique ;
- Instaurer un cadre fiscal favorable à l'investissement et évaluer les mesures d'incitation fiscale ;
- Promouvoir des mesures de nature à favoriser le développement du secteur financier et des entreprises dans le sens de la diversification de l'économie et de l'investissement ;
- Améliorer le gouvernement d'entreprise.

Depuis la création de l'Initiative MENA-OCDE, le Maroc a été activement engagé dans ses activités :

- L'Initiative a constitué pour le Maroc une occasion, non seulement de faire le point sur son attractivité, mais également d'envisager de nouvelles approches pour renforcer la place de son économie dans la course de la compétitivité : amélioration des conditions d'accès aux marchés publics, publication de codes marocains de bonnes pratiques de gouvernance d'entreprise, création d'un Institut Marocain des Administrateurs, nouvelles stratégies de promotion de l'environnement des affaires et de l'investissement, ...
- L'Initiative a également favorisé le rapprochement du Maroc des structures et comités de l'OCDE à travers notamment l'adhésion du Maroc au Centre de Développement de l'Organisation en février dernier ou encore l'invitation du Maroc à adhérer à la Déclaration de l'OCDE sur l'Investissement International et les entreprises multinationales dont la cérémonie de signature est prévue lors de la Conférence Ministérielle de Marrakech.



- Le Maroc a été retenu par l'OCDE au sein d'un groupe pilote, constitué de l'Egypte et de la Tunisie, pour développer et bénéficier avec l'assistance de l'OCDE de la mise en place d'une Stratégie de Développement du Climat des Affaires (SDCA). Cette initiative a pour objectifs de livrer une vision d'ensemble ainsi qu'un outil d'évaluation et de monitoring du climat des affaires au Maroc sur la base d'un ensemble d'indicateurs prédéfinis par le gouvernement, le secteur privé et la société civile et d'accompagner le Maroc dans la mise en œuvre de réformes spécifiques visant l'amélioration du climat des affaires.
- Le Maroc a enfin été proposé pour co-présider, aux côtés de l'Espagne et de la Belgique et pour le compte de la région MENA, l'Initiative pour la Bonne Gouvernance et l'Investissement, après la co-présidence qui a été assurée pendant les trois dernières années par l'Egypte et le Royaume Uni. Ce mandat prendra effet lors de la Conférence Ministérielle de Marrakech en présence du Secrétaire Général de l'OCDE ainsi que de nombreuses personnalités des pays membres de l'OCDE et de la région MENA.
- Le Maroc, pays qui donne l'exemple en matière de libéralisation et d'ouverture économique, de dynamique de réforme et d'attachement aux principes de la démocratie et de respect des Droits de l'Homme conforte ainsi définitivement la place du Royaume au sein des organisations internationales